

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE

Convention de mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners » dans la commune de Montélimar

Vu la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Montélimar en date du 23/09/2021 ;

Entre :

- Le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse représenté par le Directeur académique des services de l'Éducation Nationale de la Drôme, agissant sur délégation de la rectrice de l'académie de Grenoble

Et :

- Le Maire de la commune de Montélimar

Préambule

Considérant que la promotion de la santé à l'école s'appuie sur une démarche globale et positive permettant de promouvoir le bien-être des élèves et que l'alimentation des élèves a une importance capitale pour leur développement et leurs capacités d'apprentissage, il importe de renforcer l'éducation à l'alimentation dans le cadre d'un environnement favorisant un climat de confiance et de réussite pour tous les élèves et, pour certains, de répondre à des difficultés liées à des inégalités sociales.

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, adoptée par le Gouvernement en 2018, prévoit d'encourager dans les écoles primaires situées dans des territoires en fortes difficultés sociales (REP/REP+, quartiers prioritaires de la politique de la ville ou territoires ruraux aux caractéristiques sociales comparables) la distribution de petits déjeuners, sur le temps périscolaire ou scolaire, selon le choix de l'école et de la commune.

Ce dispositif doit participer à la réduction des inégalités alimentaires pour le premier repas de la journée, indispensable à une concentration et une disponibilité aux apprentissages scolaires. Il est reconduit dans l'ensemble des départements à la rentrée scolaire 2021-2022.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} – Objet de la convention

La présente convention formalise l'organisation du dispositif « Petits déjeuners » dans toutes les classes volontaires de toutes les écoles de la commune, la première période correspondant au premier trimestre de l'année scolaire où 3 écoles mettent en place ce dispositif (Annexe financière à la présente convention). Concernant les deux trimestres restant, le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse s'engage, par avenant, à faire parvenir à la ville de Montélimar, un mois avant exécution, le nombre d'écoles, de classes et d'enfants concernés ainsi que les coûts correspondants pour accord de la Ville.

Dans le cadre de ce dispositif, des petits déjeuners seront servis aux élèves des classes concernées entre 08h20 et 09H00 entre le 20/09/2021 et le 7/07/2022, et dont les détails sont compilés dans les annexes financières jointes.

Article 2 – Obligations du prestataire de restauration et de la commune

Les personnels du prestataire de restauration en contrat avec la commune auront en charge l'acheminement et l'entreposage des denrées alimentaires dans le respect des dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sécurité et à l'hygiène alimentaires définies par l'agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES). La distribution du petit déjeuner aux enfants sera conjointement pris en charge par les enseignants des classes concernées et les personnels municipaux employés dans cette école.

La commune s'engage à signaler au Directeur académique des services de l'Éducation Nationale toute difficulté rencontrée dans la mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners ».

Article 3 – Obligations du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse

Le Ministère s'engage à contribuer, sur la base d'un forfait par petit-déjeuner et par élève de 1€90 TTC, à l'achat des denrées alimentaires consommées par les élèves.

Un arrêté attributif de subvention à la commune fixera la contribution du Ministère à la mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners », sur la base des éléments détaillés dans les annexes financières jointes à la présente convention.

Autour de la distribution des petits déjeuners, les personnels enseignants des écoles concernés conduiront, durant le temps scolaire, un projet pédagogique d'éducation à l'alimentation.

L'équipe éducative de l'école communiquera avec les familles sur le dispositif (denrées alimentaires distribuées, modalités d'organisation, projet pédagogique associé) afin de les associer et d'éviter le risque d'une double prise de petit déjeuner, en utilisant si besoin est le flyer mis à disposition sur Eduscol¹.

¹ <http://eduscol.education.fr/cid139571/les-petits-dejeuners.html>

Article 4 – Durée de la convention

Cette convention est conclue pour l'ensemble de l'année scolaire 2021-2022.

Elle peut être dénoncée avant son terme soit par accord écrit entre les parties, soit par l'une des parties, par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, moyennant le respect d'un préavis d'un mois.

Fait en deux exemplaires à Montélimar le

Le Maire de Montélimar,

L'Inspecteur d'académie, Pascal CLEMENT,
Directeur académique des services de l'Éducation Nationale de la Drôme,
agissant par délégation de la rectrice